



HAL
open science

L'avenir du triangle Russie-Chine-Etats-Unis : la Russie choisit l'Asie

Jacques Lévesque

► **To cite this version:**

Jacques Lévesque. L'avenir du triangle Russie-Chine-Etats-Unis : la Russie choisit l'Asie. Les Études du CERI, 2019, 241-242, pp.31 - 36. hal-03393721

HAL Id: hal-03393721

<https://sciencespo.hal.science/hal-03393721>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'avenir du triangle Russie-Chine-Etats-Unis : la Russie choisit l'Asie *par Jacques Lévesque*

L'annexion de la Crimée, et plus encore la guerre du Donbass, avaient suscité une dégradation sans précédent des relations chaotiques de la Russie avec les Etats-Unis et le monde occidental, donnant un nouvel élan au partenariat stratégique entre Moscou et Pékin. Cette dégradation et ses conséquences se sont paradoxalement aggravées depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump, qui s'était fait élire en s'engageant à renverser ce qui est maintenant devenu une tendance de plus en plus lourde.

Les choix actuels de Washington

Le traumatisme causé par l'élection inattendue de ce personnage caricatural qui n'avait cessé de vilipender autant la CIA que le FBI, les élites politiques traditionnelles et l'ensemble des grands médias, à quelques exceptions près, est à l'origine d'une revanche politique dont l'arme principale est le rôle multiforme qu'aurait joué la Russie pour favoriser son élection. Les choses ne se limitent pas à des surenchères verbales comme celle du professeur Paul Krugman, prix Nobel d'économie, chroniqueur fort respecté du *New York Times*, qui a désigné l'actuel gouvernement américain d'« administration Trump-Poutine »¹. Malgré l'opposition du Président, des sanctions économiques ont été votées à l'encontre de la Russie, pour ingérence dans la vie politique des Etats Unis, à la majorité écrasante des deux chambres du Congrès (pourtant contrôlées par les républicains). L'attentat perpétré en Angleterre contre l'ancien espion russe Sergueï Skripal a entraîné des mesures de rétorsion sans précédent dans des conditions similaires : alors que l'empoisonnement d'Alexandre Litvinienko avait provoqué l'expulsion de trois diplomates russes, Londres en a alors renvoyé vingt-trois. L'OTAN s'est saisi de l'affaire, et son secrétaire général a affirmé que l'attaque contre l'Angleterre – un de ses membres – était une attaque contre l'Alliance. Les Etats-Unis ont expulsé soixante diplomates, suivis par une majorité des autres pays de l'OTAN qui en ont chassé trente-cinq au total, tandis que le Congrès votait de nouvelles sanctions économiques.

L'option d'un rapprochement géopolitique majeur avec la Russie n'est pas simplement une lubie de Donald Trump. Elle a notamment été soutenue par l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, qui estime que la montée en puissance économique et géopolitique de la Chine et le déclin relatif de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis exigent des accommodements substantiels avec la Russie sur la base de ses intérêts. Mais tout va dans le sens contraire.

¹ Voir *New York Times*, 9 janvier et 20 février 2017.

Du partenariat stratégique vers une alliance Russie-Chine ?

La dégradation qui vient d'être évoquée a donné une formidable impulsion à ce qui est désigné depuis 1996 comme le « partenariat stratégique » russo-chinois. Par la promotion de la multipolarité, ce partenariat qui visait à rééquilibrer en douceur l'ordre international, était dirigé contre les Etats-Unis, même si cela n'était pas dit ouvertement. Tant l'Organisation de coopération de Shanghai, qui visait à tenir les Etats-Unis hors de l'Asie centrale, que les ventes massives d'armements modernes russes à la Chine et leurs fréquentes manœuvres militaires conjointes depuis 2005 en témoignaient clairement. Mais la majorité des analystes occidentaux l'estimaient fragile, empreint de méfiance et sans avenir. On soulignait que Moscou évitait de vendre à la Chine ses armements les plus sophistiqués. On invoquait la prépondérance imminente des liens économiques de la Chine avec l'Asie centrale que la Russie entendait maintenir dans sa sphère d'influence. Moscou l'anticipait effectivement avec appréhension. Mais Pékin respectait soigneusement la primauté des intérêts militaires et géopolitiques russes dans cette région. Contrairement aux Etats-Unis qui ont toujours refusé de reconnaître formellement l'Organisation du Traité de sécurité collective qui lie la majorité des pays d'Asie centrale à la Russie, la Chine la reconnaissait, et à l'invitation de Moscou, participait à des manœuvres militaires avec ses membres. Elle n'a jamais envisagé d'établir dans cette région une présence militaire. Les dirigeants chinois ont bien compris que pour la Russie, les considérations géopolitiques et militaires l'emportent sur celles d'ordre économique.

Le nouvel essor que la Chine a voulu donner au partenariat avec Moscou ces dernières années est le résultat du « pivot asiatique » lancé par Barack Obama. Washington cherche à empêcher la suprématie militaire de la Chine – qui a pris le contrôle de plusieurs archipels également revendiqués par des Etats voisins – sur les voies de communication maritimes qui l'entourent. La doctrine militaire officielle des Etats-Unis désigne nommément la Chine et la Russie comme des Etats « révisionnistes de l'ordre international », qui sont les principaux adversaires des Américains.

C'est sur le plan militaire que le renforcement des liens russo-chinois a été le plus spectaculaire. En mai 2015, un an après l'annexion de la Crimée, les deux partenaires ont fait pour la première fois des manœuvres navales conjointes non plus seulement en Asie, mais en Méditerranée. Plus significative encore a été la participation de la Chine aux manœuvres militaires de juillet 2017 dans la mer Baltique, réponse russe à la mise en place par l'OTAN d'un contingent rotatif de mille soldats dans les pays baltes et en Pologne, et aux colossales manœuvres terrestres et navales « Vostok-2018 » en septembre 2018 en Extrême-Orient, qui auraient mobilisé plus de trois cent mille hommes.

C'est probablement cette dimension militaire qui a incité Sergei Karaganov, fondateur et président honoraire du Conseil de politique étrangère et de défense de la Russie, à parler d'une « alliance » (*soyouz* a un sens très fort en russe) *de facto* avec la Chine. En utilisant ce terme que les dirigeants des deux Etats évitent d'employer, Karaganov visait sans doute à occulter l'énorme asymétrie qui existe entre les deux pays. Cette asymétrie conduit des

universitaires américains à affirmer que les rapports sino-russes relèvent du *bandwagoning*². Cette expression du jargon de la théorie des relations internationales désigne le comportement d'un Etat qui s'estime incapable d'équilibrer la puissance d'un Etat voisin et qui choisit de s'y rallier pour partager une partie des fruits de sa puissance. Depuis l'annexion de la Crimée la Russie a été effectivement amenée à faire une série de concessions de divers ordres à la Chine, qu'elle avait jusque-là refusées. Sur le plan militaire elle a finalement accepté de lui vendre des missiles de défense antiaérienne S-400 et des Sukhoi-35, ses avions de chasse les plus performants. Elle a même consenti à ce qu'une partie des pièces majeures soient fabriquées en Chine.

C'est sur le plan économique que l'écart entre les deux partenaires est gigantesque. Et la tendance lourde va dans le sens d'une aggravation de cet écart. Bien avant l'annexion de la Crimée, les deux chefs d'Etat se sont engagés à intensifier leurs échanges économiques et Pékin est devenu le premier partenaire commercial de Moscou³. Tout en encourageant cet accroissement, la Russie a néanmoins cherché, et cherche encore, à garder l'Europe comme premier partenaire. Mais elle appelle à un renforcement tous azimuts, non seulement du commerce mais aussi des investissements chinois. Elle souhaite entre autres favoriser par ce biais la mise en valeur de la région extrême-orientale qui a beaucoup souffert économiquement et démographiquement depuis 1991. Des efforts considérables sont faits pour la relancer et pour renforcer ce qu'elle appelle maintenant sa vocation asiatique. Moscou cherche à y attirer les investissements chinois et beaucoup d'autres, en faisant valoir que le centre de l'économie mondiale se dirige irrévérablement vers l'Asie et que la Russie doit s'y ajuster.

La vision russe de l'ordre international en devenir

Le renforcement des liens avec la Chine fait partie de ce que les autorités russes désignent comme le tournant de la Russie vers l'Asie. Il s'appuie sur le nouveau concept de « grande Eurasie », qui remplace celui de « grande Europe » que Vladimir Poutine mettait en avant jusqu'en 2014 afin d'institutionnaliser un cadre de concertation entre l'Union européenne et l'Union économique eurasiennne. Le refus de l'Ukraine d'adhérer à cette dernière a conduit Moscou à changer de perspective.

Sergei Karaganov, très proche du pouvoir, s'est fait le principal promoteur et idéologue de cette grande Eurasie. L'objectif qu'il y voit pour la Russie est le contraire du *bandwagoning*. Il relève autant du rêve que de la réalité. Karaganov écrit :

« Le vieil ordre mondial est détruit. Il faut commencer à en construire un nouveau. Il relèvera d'une bipolarité souple. Un pôle en sera les Etats-Unis et l'autre la grande Eurasie dont la Chine sera le

² Voir S. Charap et al., « The new cold war and the emerging greater Eurasia », *Journal of Eurasian Studies*, n° 9, 2018, pp. 85-93.

³ L'Union européenne, prise dans son ensemble, occupe toujours cependant la première place.

leader économique, mais dans laquelle il n'y aura pas d'*hegemon*. Pékin sera contrebalancé par Moscou, New Delhi, Tokyo, Séoul, Téhéran, Djakarta et Manille. »⁴

On note que le second pôle inclut deux alliés des Etats Unis : le Japon, qui cherche du fait de ses relations difficiles avec la Chine à se rapprocher de la Russie, et la Corée du Sud, devenue un partenaire économique important qui a refusé de se joindre aux sanctions occidentales. Celles imposées par le Japon n'ont été que symboliques.

S'il s'inquiète comme d'autres de l'absence, en Russie, de réformes susceptibles d'assurer une relance de son économie, Karaganov fait néanmoins preuve d'un triomphalisme étonnant. Il affirme ainsi qu'on assiste à « la fin de cinq cents ans de domination de l'Europe et de l'Occident dans les domaines politique, économique et idéologique ». Grâce à la complémentarité de sa puissance militaire et de la puissance économique montante de la Chine, « la Russie a rétabli l'équilibre global de l'ordre international »⁵.

La Chine et sa perception de l'état des lieux et de ses liens avec Moscou

Dans un article publié au début de 2016, Fu Ying, présidente du comité des Affaires étrangères du Parlement de la Chine, réfute « les deux principales visions » américaines des relations sino-russes, celle d'un « mariage de circonstance » probablement « voué à une dérive » et celle « d'une alliance antiaméricaine et antioccidentale »⁶. Le refus de parler d'alliance a toujours été plus explicite du côté chinois que du côté russe. Une alliance formelle a quelque chose de contraignant dans la mesure où elle comporte des obligations fortes entre alliés. La Chine comme la Russie veulent garder leur liberté de manœuvre. Vladimir Poutine n'aurait pas voulu devoir prendre l'avis de son homologue chinois avant d'annexer la Crimée : il aurait été défavorable. En effet, lors du vote en mars 2014 au Conseil de sécurité de l'ONU visant à condamner l'annexion de la Crimée, la Chine s'est abstenue. Et Pékin a continué d'acheter des armes à l'Ukraine. De son côté, la Russie en vend au Vietnam, qui se renforce ainsi dans le conflit qui l'oppose à la Chine, chacun revendiquant les îles Paracels. Moscou et Pékin ont aussi des visions différentes de la grande Eurasie. Une récente étude chinoise montre clairement qu'aux yeux de Pékin, la dimension économique y prime nettement sur les considérations géopolitiques⁷.

En dépit de ces divergences, les autorités chinoises s'attachent à souligner la solidité des relations sino-russes. Dans l'article déjà mentionné, Fu Ying les décrit comme un « modèle de coopération entre puissances majeures » en soulignant que Xi Jinping et Vladimir Poutine se sont rencontrés douze fois en trois ans et que ce dernier est « le chef d'Etat qu'il a le plus fréquenté ».

⁴ S. Karaganov, « Une année de victoires » (en russe), *Rossiiskaya Gazeta*, 17 janvier 2017 ; voir aussi S. Charap et al., « The new cold war and the emerging greater Eurasia », art. cité.

⁵ S. Karaganov, « Une année de victoires », art. cité, et « A world in store : Foreign policy on the way to the future », *Russia in Global Affairs*, n° 2, 2018.

⁶ Fu Ying, « How China sees Russia », *Foreign Affairs*, janvier/février 2016.

⁷ Ka-Ho Wong, « A comparative study of the greater Eurasian partnership : The Chinese and Russian perspectives », 1^{er} juin 2018, www.greater-europe.org/archives/5160

Perspectives d'avenir

L'appartenance à l'Europe et au monde occidental a longtemps été le premier choix de la Russie, l'intensification de ses relations avec la Chine étant un positionnement de repli. Ce fut manifeste pendant les années 1990 et au cours des trois premières années de la présidence de Vladimir Poutine, qui vit dans les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis l'occasion d'une refondation des relations avec Washington sur la base d'une guerre commune contre le terrorisme et d'une coopération militaire dans la guerre d'Afghanistan, pour laquelle il facilita l'ouverture de bases américaines en Asie Centrale. L'Organisation de Shanghai qu'il venait de fonder avec la Chine fut mise à l'arrière-plan. En 2001-2002, il laissa passer sans réagir le retrait américain du traité ABM⁸ et le feu vert donné par Washington à l'inclusion des Etats baltes dans l'OTAN, comme s'il s'agissait de séquelles d'un passé révolu.

C'est au début de 2005, lors de la « révolution orange » en Ukraine, qui a bénéficié d'une impressionnante couverture médiatique occidentale et d'un soutien multiforme, que s'est enclenché le second renversement de la politique extérieure de Poutine et le nouvel élan du partenariat avec la Chine⁹. Le président russe a souligné en février 2007 à Munich que la promesse de George W. Bush d'une adhésion rapide de l'Ukraine à l'OTAN avait été le principal facteur aggravant. Le renversement du régime ukrainien en 2014 ainsi que la perspective pour Moscou d'une nouvelle marche de l'Ukraine vers l'OTAN et d'une annulation du bail de la flotte militaire russe en Crimée ont conduit à la situation actuelle.

Pour renverser le cours des choses, il faudrait des concessions occidentales significatives sur des enjeux géopolitiques majeurs pour la Russie : un règlement du conflit du Donbass sur la base des accords de Minsk (dont les termes sont plus avantageux pour la Russie que pour l'Ukraine) ou des assurances de non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Elles sont impensables dans les conditions actuelles, qui vont dans le sens contraire et pour longtemps. Avec la prise de contrôle de la Chambre des représentants du Congrès américain par le Parti démocrate, il faut s'attendre à de nouvelles enquêtes sur la Russie et de nouvelles sanctions toujours difficilement réversibles par la suite. Un rapprochement entre l'UE et la Russie pourrait atténuer le cours des choses, mais il paraît peu probable.

Quant à la Chine, ses rapports conflictuels avec les Etats-Unis s'aggravent, ils ne se limitent plus à des frictions commerciales et prennent une dimension militaire de plus en plus importante. Jusqu'à une date récente, Pékin a fait preuve d'une grande retenue dans le développement des missiles nucléaires intercontinentaux : il lui suffisait d'être un « sanctuaire ». Les choses pourraient évoluer. En octobre 2018, les Etats-Unis ont annoncé leur retrait prochain du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires conclu avec l'URSS en 1987 ; une décision très critiquée par leurs alliés européens. Donald Trump et John Bolton, son conseiller à la sécurité nationale, ont invoqué des violations du traité par la Russie,

⁸ Le traité ABM (Anti-ballistic missile) avait été signé par l'URSS et les Etats-Unis en 1972.

⁹ Sur ces deux renversements, voir J. Lévesque et Y. Breault, « De la multipolarité et sa tournure "revanchiste" dans la politique internationale de la Russie : ses causes, son cheminement et les options du Canada », *Etudes internationales*, Vol. XLVII, n° 4, décembre 2016.

qui a porté des accusations semblables à l'encontre des Etats-Unis. Plutôt que d'ouvrir des négociations, Donald Trump préfère quitter ce traité en soulignant que la Chine n'y étant pas liée, elle a les mains libres pour développer ce type d'armement.

Tout se passe comme si les Etats-Unis s'estimaient encore capables de maintenir une hégémonie mondiale. En novembre 2018, dans un rapport alarmiste qui se veut mobilisateur, la National Defence Strategy Commission créée par le Congrès a recommandé une augmentation de 5 % du budget déjà colossal de la Défense, arguant que « si les Etats-Unis avaient à combattre la Russie dans les Etats baltes ou la Chine dans une guerre contre Taïwan, ils pourraient faire face à une défaite militaire décisive »¹⁰.

On voit bien là comment les Etats-Unis réunissent la Russie et la Chine... Il y a donc tout lieu de s'attendre à une poursuite du renforcement des liens entre Moscou et Pékin.

¹⁰ « National defense strategy of the United States of America », Department of Defense, Washington, 2018, <https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>

Pour citer ce chapitre : Jacques Lévesque, « L'avenir du triangle Russie-Chine-Etats-Unis : la Russie choisit l'Asie », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].